



PROGRAMME D'URGENCE BURUNDI

SECTEUR PAVAGE - BDI 06 029 11

RAPPORT FINAL

APPROUVÉ PAR SMCL DU 12 JUN 2009



**EMPOWERING
DEVELOPMENT**

HOUGSTRAAT 14 / RUE HAUTE ■ BRUSSEL 1000 BRUXELLES ■ T 32 2 505 37 00 ■ F 32 2 502 98 62 ■ INFO@BTCCTB.ORG ■ WWW.BTCCTB.ORG



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	3
ABRÉVIATIONS	4
INFORMATIONS DE BASE SUR LA PRESTATION.....	5
PREMIÈRE PARTIE : APPRECIATION	8
DEUXIÈME PARTIE : RÉSUMÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION.....	12
TROISIEME PARTIE : COMMENTAIRES ET ANALYSES.....	16
QUATRIEME PARTIE - ANNEXES.	22
ANNEXE 1 : Résumé des résultats et des activités (en fonction du cadre logique).....	23
ANNEXE 2 : ETAT DES DEPENSES Situation au 31 mai 2009.....	26
ANNEXE 3 : Taux de déboursement de la prestation.....	28
ANNEXE 4 : Personnel de la prestation	30
ANNEXE 5 : Sous-traitance et appels d'offres.....	31
ANNEXE 6 : Liste des Equipements acquis par la prestation	33
ANNEXE 7 : Formations	34
ANNEXE 8 : Interventions des Bailleurs de fonds.....	35

ABRÉVIATIONS

CTB	:	Coopération Technique Belge
CS	:	Convention Spécifique
Delco	:	Délégué à la Cogestion
DI	:	Directeur d'Intervention
DTF	:	Dossier Technique et Financier
MTPE	:	Ministère des Travaux Publics et de l'Équipement
PU	:	Programme d'Urgence
SMCL	:	Structure Mixte de Concertation Locale
UGP	:	Unité de Gestion du Projet



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa

RAPPORT FINAL

Programme d'Urgence – Secteur Pavage - BDI 06 029 01 -

INFORMATIONS DE BASE SUR LA PRESTATION.

Titre de l'intervention	Pavage et Assainissement dans les communes de Bwiza et Nyakabiga dans le cadre du Programme d'Urgence 2006 du Gouvernement de la République du Burundi
N° d'intervention DGCD	NN 300 2743
Pays Partenaire	République du Burundi
Code Navision CTB	BDI 06 029 11
Secteurs (codes CAD)	73010 - aide d'urgence/aide à la reconstruction. 14020 - eau et assainissement et 21020 – transports et entreposage – transport routier
Institutions partenaires	Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération internationale Ministère des Travaux Publics et de l'Equipement
Contribution du pays partenaire	-
Contribution belge	3.500.000,- EUR
Fin du Programme	Avril 2009 ; Fin de la convention spécifique 31 décembre 2009
Document de référence du volet	<u>Dossier Technique et Financier (DTF)</u> Date d'approbation par le bailleur : 31 octobre 2006 Date d'approbation par la SMCL : 18 janvier 2007
Objectifs	<u>Objectif global</u> : « Les conditions de vie dans les communes de Bwiza et Nyakabiga sont améliorées » <u>Objectif spécifique</u> : « La situation sanitaire et les conditions d'accès dans les communes de Bwiza et de Nyakabiga sont améliorées »



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa

Résultats	<p><u>Résultat 1 :</u> 5 lots de routes sélectionnées dans les communes de Bwiza et Nyakabiga ont été pavés et pourvus en caniveaux, à l'aide de main d'œuvre essentiellement en provenance des 2 communes</p> <p><u>Résultat 2 :</u> Les ménages longeant les routes sélectionnées ont été sensibilisés à l'hygiène et raccordés au système d'évacuation des eaux usées</p> <p><u>Résultat 3 :</u> Le drain principal a été nettoyé</p>
Activités	<ul style="list-style-type: none"> • Pavage • Curage • Sensibilisation des bénéficiaires à l'hygiène
Localisation	<ul style="list-style-type: none"> • Commune de Bwiza • Commune de Nyakabiga
Bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Bénéficiaires directs : les riverains, commerçants et propriétaires • Bénéficiaires indirects : la main d'œuvre qui a réalisé les travaux de construction et les tailleurs de pavés
Stratégie d'intervention	<p>Les études ont été réalisées par des bureaux d'études privés.</p> <p>Les travaux ont été réalisés par des entreprises spécialisées sous la supervision de ces mêmes bureaux.</p> <p>Parallèlement des actions de sensibilisation à l'hygiène ont été entreprises. Ces actions ont dépassé le sens strict de l'hygiène et ont également contribué à l'appropriation et à la pérennisation des infrastructures.</p>
Mise en œuvre	<p>Le cadre institutionnel pour la réalisation concrète du projet, se présente comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'ordonnateur national; 2. Le co-ordonnateur belge (qui désigne un délégué) ; 3. La Structure Mixte de Concertation Locale (SMCL); 4. La Direction de l'intervention.
Responsable du Pays partenaire	Déogratias NTAKABURIMVO : Directeur d'Intervention
Responsables CTB	Michel Charlier : Délégué à la cogestion Etienne Rodenbach : adjoint du délégué à la cogestion



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa

Annexes		Oui	Non
1.	Résumé des résultats	X	
2.	Etat des recettes et dépenses	X	
3.	Taux de déboursement de la prestation	X	
4.	Personnel de la prestation	X	
5.	Sous-traitance et appels d'offres	X	
6.	Equipements	X	
7.	Formations	X	
8.	Bailleurs de fonds	X	

PREMIÈRE PARTIE : APPRECIATION

Appréciez la pertinence et la performance de la prestation en utilisant les appréciations suivantes:

- 1. - Très satisfaisant
- 2. - Satisfaisant
- 3. - Non satisfaisant, malgré certains éléments positifs
- 4. - Non satisfaisant
- X. - Sans objet

Inscrivez vos réponses dans la colonne correspondant à votre rôle dans l'exécution de la prestation :

PERTINENCE ¹ (cf. PRIMA, §70, p.19)	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
1. Quelle est la pertinence de la prestation par rapport aux priorités nationales de développement?	1	1
2. Quelle est la pertinence de la prestation par rapport à la politique belge de développement?	1	1
Indiquez votre score par rapport aux trois thèmes ci-dessous :		
a) Genre	1	2
b) Environnement	2	2
c) Economie sociale	1	1
3. Les objectifs de la prestation étaient-ils toujours pertinents ?	1	1
4. La prestation a-t-elle répondu aux besoins des groupes cibles?	1	1
5. En fonction de ses objectifs, la prestation s'est elle appuyée sur les organes locaux d'exécution appropriés?	1	1

¹ Selon le PRIMA, §70, p.19, il s'agit "d'apprécier si le choix des objectifs, le choix des groupes cibles et des organes locaux d'exécution restent pertinents et cohérents par rapport aux principes généraux relatifs à une aide efficace et efficiente, ainsi que par rapport à l'application des politiques et stratégies locales, régionales, internationales et belges de développement ».

PERFORMANCE² (PRIMA, §71, pp.19-20)	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
1. Les résultats obtenus par la prestation ont-ils contribué à la réalisation de ses objectifs ³ ? (efficacité)	1	1
2. Appréciez la qualité des résultats intermédiaires (efficacité)	2	2
3. Les modalités de gestion de la prestation ont-elle été appropriées? (efficacité)	1	2
4. Les ressources de la prestation ont-elles été suffisantes sur le plan de (efficacité) :		
a. Ressources financières?	2	2
b. Ressources humaines ?	1	2
c. Matériel et équipements ?	1	1
5. Les ressources de la prestation ont-elles été utilisées efficacement et optimisées pour obtenir les résultats attendus? (efficacité)	1	1
6. La prestation a-t-elle été satisfaisante sur le plan coût-efficacité par rapport à des interventions similaires? (efficacité)	1	1
7. Sur base du planning d'exécution, appréciez la rapidité d'exécution de la prestation. (respect des délais)	2	2

² Selon le PRIMA, §71, pp. 19-20, il convient « d'apprécier et de mesurer les performances convenues dans les phases de préparation selon les 4 critères et les indicateurs établis pendant la formulation. (Les 4 critères sont efficacité, efficacité, respect des délais et qualité du personnel).

³ voir annexe 1 pour plus de détails

Indiquez votre appréciation globale de la prestation *en utilisant les appréciations suivantes*:

- 1 - Très satisfaisant
- 2 - Satisfaisant
- 3 - Non satisfaisant, malgré certains éléments positifs
- 4 - Non satisfaisant
- X - Sans objet

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
Appréciation globale de la prestation	1	2

Expliquez les raisons de votre appréciation, qui peut dépasser le cadre strict des critères de pertinence et de performance ci-dessus et être différente de l'appréciation donnée pour ceux-ci.

L'appréciation de l'exécution est mitigée dans le sens où, si finalement les résultats atteints sont positifs, un manque de contrôle en général de l'exécution a été observé essentiellement en raison de la faiblesse des bureaux d'études qui étaient en charge des études et du contrôle des travaux. Cet état de fait aurait pu être limité au travers de deux prérequis :

1. des délais moins serrés dès le départ. Même si une partie de la pression vient du fait qu'il a été nécessaire de relancer l'AO pour les bureaux d'études, les délais définis dans les DTF étaient irréalistes. Une première extension a eu lieu jusqu'à fin 2008 puis une seconde a été accordée jusqu'à fin 2009. Avoir ces informations au moment de la définition des stratégies et des exigences des appels d'offres auraient permis de réaliser notamment les études avec plus de sérénité, de même que de prévoir des travaux avec un délai plus raisonnable (il devaient initialement être commandés en 8 mois plutôt qu'en 7).
2. le fait que l'AT était partagé sur plusieurs projets et que le Directeur d'Intervention n'était pas prévu à plein temps, il était impossible d'apporter aux maîtres d'œuvres le support et le monitoring nécessaire à un meilleur contrôle de la qualité.

Ces mêmes éléments expliquent la cote de 2 pour des thèmes tels que le genre ou l'environnement qui, bien que rien de négatif n'ait été enregistré, auraient sans doute pu être mieux contrôlés si le programme global avait été moins intense.

D'un point de vue budgétaire, il s'est avéré que l'enveloppe était un peu courte pour réaliser tout ce qui a été prévu dans le DTF. Cela s'explique essentiellement par le fait que les routes dans Bwiza étaient particulières à plusieurs niveaux, notamment en termes de largeur, de dimensions de caniveaux et du nombre/dimension requis de dalettes). Pour preuve, dans Nyakabiga le coût de revient reste dans les normes du DTF alors pour Bwiza on est entre 1,5 et 1,8 x plus cher. La seule explication reste les critères techniques spécifiques à la situation de Bwiza puisque tous ces marchés faisaient partie d'un seul et même AO faisant appel aux mêmes spécifications et que la sélection des soumissionnaires donnait priorité au prix dès lors qu'un soumissionnaire était qualifié techniquement et administrativement.

En ce qui concerne les autres acteurs dans le domaine, seul Abutip exécute des routes pavées. D'un point de vue délai et qualité d'exécution, ils rencontrent les mêmes problèmes que le programme d'urgence.

Les travaux exécutés apportent un développement très concret aux quartiers bénéficiaires et la population est très heureuse des résultats. En termes d'appropriation, on déplore certains comportements (dépôts d'ordure, déversement de matériaux de construction...) qui mettent en péril la pérennité des infrastructures mais la mairie et l'administration communale sont mobilisées. Toutefois, le travail de sensibilisation qui a pris place a vraisemblablement porté des fruits malgré le temps réduit. La majorité de la population bénéficiaire voit en l'aménagement une réelle opportunité.

En termes de pérennité, les travaux ont été exécutés avec une qualité satisfaisante mais il est clair que des améliorations sont possibles sans qu'en définitive les travaux coûtent beaucoup plus cher. C'est essentiellement dans le suivi de la mise en œuvre et donc au travers d'un appui / contrôle au niveau des bureaux d'études et des entreprises qu'il faut envisager une action.

Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
Déogratias NTAKABURIMVO Directeur d'Intervention du Secteur Pavage	Michel CHARLIER Délégué à la Cogestion du Secteur Pavage

DEUXIÈME PARTIE : RÉSUMÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION.

1. Si nécessaire, décrivez l'objectif Spécifique et les Résultats Intermédiaires de la prestation, tels que mentionnés dans le document de projet ainsi que les changements opérés (quand, comment et pourquoi)

L'objectif Spécifique et les résultats intermédiaires tels que décrits dans le DTF ont été maintenus tels quels :

Objectifs	<p><u>Objectif global</u> :</p> <p>« Les conditions de vie dans les communes de Bwiza et Nyakabiga sont améliorées »</p> <p><u>Objectif spécifique</u> :</p> <p>« La situation sanitaire et les conditions d'accès dans les communes de Bwiza et de Nyakabiga sont améliorées »</p>
Résultats	<p><u>Résultat 1</u> :</p> <p>5 lots de routes sélectionnées dans les communes de Bwiza et Nyakabiga ont été pavés et pourvus en caniveaux, à l'aide de main d'œuvre essentiellement en provenance des 2 communes</p> <p><u>Résultat 2</u> :</p> <p>Les ménages longeant les routes sélectionnées ont été sensibilisés à l'hygiène et raccordés au système d'évacuation des eaux usées</p> <p><u>Résultat 3</u> :</p> <p>Le drain principal a été nettoyé</p>

Signalons toutefois qu'au niveau du résultat 1, les travaux ont été répartis en 6 lots au lieu de 5 et le linéaire global prévu de 9,6 km a dû être ramené à 7 kilomètres.

2. Dans quelle mesure l'objectif spécifique de la prestation a-t-il été atteint, en fonction des indicateurs retenus ?

Indicateurs de performance (DTF)	Commentaires et Evaluation
<u>Objectif spécifique</u> La situation sanitaire et les conditions d'accès dans les communes de Bwiza et de Nyakabiga sont améliorées.	
- diminution des maladies épidémiques telles que la malaria, le choléra, les maladies diarrhéiques, etc.	L'absence de données de base ne permet pas de quantifier un tant soit peu l'atteinte des objectifs mais la disparition systématique des eaux stagnantes dans les avenues pavées ainsi que le raccordement systématique aux égouts contribuent de façon efficace à l'objectif.

Indicateurs de performance (DTF)	Commentaires et Evaluation
<ul style="list-style-type: none"> - la quantité de véhicules motorisés a augmenté/ davantage de sociétés de transport public empruntent les nouvelles routes 	<p>De la même façon, les données mesurées manquent mais il est clair que le trafic a sensiblement augmenté (certaines avenues étaient quasi coupées) et que les conditions de traficabilité ont été amenées à un standard normal.</p> <p>Les bus et surtout les taxis-motos prolifèrent maintenant sur ces avenues.</p>
<ul style="list-style-type: none"> - X familles démunies ont reçu un revenu temporaire en contrepartie pour la main d'œuvre non-qualifiée nécessaire pour le pavage 	<p>Encore une fois il n'est pas possible de distinguer l'origine des ouvriers ayant participé à la construction mais on peut estimer que, quelle que soit la provenance de la main d'œuvre, plus de 300.000 hommes/jours ont été nécessaires à la réalisation des travaux, réparé aussi bien dans Bujumbura Rural que dans les quartier périphériques de Bujumbura ville et des quartiers bénéficiaires.</p>

3. Dans quelle mesure les résultats intermédiaires de la prestation ont-ils été atteints, en fonction des indicateurs retenus ?

Indicateurs de performance (DTF)	Commentaires et Evaluation
<p>Résultat 1 : 5 lots de routes sélectionnées dans les communes de Bwiza et Nyakabiga ont été pavés et pourvus en caniveaux, à l'aide de main d'œuvre essentiellement en provenance des 2 communes</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - X km de routes pavées et pourvues en caniveaux, selon les critères repris dans le Cahier des Charges 	<p>Dans la mesure où le linéaire n'est pas spécifié clairement dans le DTF, on peut estimer que l'objectif a été atteint. Toutefois, il faut préciser que les routes prévues totalisaient environ 9,6 km alors que les réalisations sont limitées à quelques 7 km pour des raisons budgétaires.</p> <p>Par rapport à la liste initiale, faute de budget, l'avenue 1 et la transversale amont du marché de Jabé n'ont pas pu être exécutées dans Bwiza de même que les avenues 6 à 10 dans Nyakabiga I et II</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Les délais sont respectés 	<p>Dans la mesure où les délais initiaux étaient irréalistes, on peut considérer que cet indicateur comme peu pertinent.</p> <p>Toutefois, si on s'en tient aux délais de réalisation des activités elles-mêmes, on remarque que des retards ont été enregistrés tant au niveau des études qu'au niveau des travaux. Pour ces derniers, les dépassements ont été jusqu'à 6 mois. Une partie est explicable, mais globalement, c'est déraisonnable.</p>

Indicateurs de performance (DTF)	Commentaires et Evaluation
<p>Résultat 2 : Les ménages longeant les routes sélectionnées ont été sensibilisés à l'hygiène et raccordés au système d'évacuation des eaux usées</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - X familles longeant les routes sélectionnées ont été raccordées au système d'égouts - La qualité des eaux évacuées par les caniveaux est améliorée - X familles ont été sensibilisées et raccordent leurs égouts 	<p>Un raccordement systématique des parcelles riveraines a été exécuté : les parcelles non raccordées l'ont été, les parcelles déjà raccordées ont été vérifiées et le raccordement éventuellement amélioré. Les artères pavées dans Bwiza totalisent 2868 familles dans 408 parcelles pour une population de 17.864 personnes, tandis qu'à Nyakabiga on compte pour la partie pavée, 426 ménages totalisant 2436 habitants.</p> <p>Les eaux évacuées par les caniveaux est certainement améliorée puisque les toilettes sont systématiquement raccordées. Toutefois, les eau de ménage (cuisine, lessive,...) sont encore déversées dans les caniveau pour certaines parcelles. A ce niveau, il ne s'agit pas de mauvaise pratique des usagers mais de la conception au niveau même des standards (cf. SETEMU)</p> <p>Les sensibilisations ont eu lieu tout au long du processus du projet, depuis la sensibilisation sur la démolition des construction empiétant sur l'emprise jusqu'au nettoyage des caniveaux (travaux communautaire).</p> <p>Cette sensibilisation a eu lieu notamment au travers des chefs de quartier et des Comités Locaux d'Entretien.</p> <p>Au niveau de la Commune également, des mesures ont été prises à l'encontre de riverains qui défiaient les consignes de propreté.</p> <p>Ces actions ont contribué à une amélioration visible.</p>
<p>Résultat 3 : Le drain principal a été nettoyé</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Le curage est effectué - Les eaux en provenance de la commune de Nyakabiga s'évacuent sans encombrement 	<p>Non seulement le drain a été curé en tout début de projet, ce qui a permis de retrouver son fonctionnement normal et de recouvrer un écoulement de eaux de Nyakabiga sans encombrement, mais une action de remise en état a été entreprise sur fonds nationaux et sous la direction du Directeur d'Intervention. Cette dernière consistait essentiellement en un nouveau curage, stabilisation des berges par de la maçonnerie au endroits les plus faibles, remplacement des dalettes manquantes...</p> <p>Toutefois on déplore de n'avoir pas pu remettre en état le chemin qui longe le canal, permettant ainsi l'évacuation des produits du curage.</p>

4. Décrivez le système de suivi-évaluation qui a été mis en place lors de la mise en oeuvre de la prestation.

Le système de suivi-évaluation des prestations mis en place a été à plusieurs niveaux et a été plus ou moins régulier selon les phases.

Phase études :

Durant cette phase, les bureaux d'études ont fait l'objet d'un suivi de la part de la direction de l'Intervention. Malgré tout, ce suivi a été relativement distant ; deux raisons à cela :

- le personnel constituant l'UGP était sous dimensionné par rapport au volume de travail, ce qui ne laissait pas de temps pour assurer un suivi technique des bureaux d'études. Seul le suivi administratif pouvait être assuré.
- très peu de proactivité de la part des bureaux d'études qui évitent le contact avec le maître de l'ouvrage.

De cet état de fait est apparu la nécessité de recourir à un appui extérieur. Etant donné les règlements des marchés publics et l'urgence, seul un gré à gré sous la barre des 5500 euros était possible (Régie). Ainsi, le PU a reçu l'aide d'un expert externe qui est venu au Burundi pendant 9 jours (du 23 octobre au 1 novembre 2007) qui pu vérifier un certain nombre de points importants quant aux standards utilisés.

Phase travaux

Les premiers responsables du suivi des travaux ont été les bureaux d'études en charge du contrôle des travaux. Parallèlement, l'ingénieur du PU effectuait régulièrement des visites de chantier et dans la mesure du possible participait aux réunions de chantier hebdomadaires. La Direction de l'Intervention effectuait, quant à elle des visites occasionnelles.

Suite au constat de faiblesse des bureaux d'études, un audit a été commandé au mois de septembre 2008. Celui-ci a pointé effectivement un certain nombre de faiblesses plus ou moins marquées. L'auditeur a produit un rapport proposant un certain nombre de mesure pour améliorer le niveau. Toutefois, la manière dont ont été reçues et mises en pratique ces recommandations a été décevante. En effet, si un des bureaux a essayé de prendre ne compte certaine des recommandations, l'autre s'est mis sur la défensive et sa réaction n'a pas permis d'enregistrer des améliorations.

Enfin, une évaluation externe globale du Secteur Pavage a été commandée et s'est déroulée du 21 mai au 5 juin 2009.

TROISIEME PARTIE : COMMENTAIRES ET ANALYSES.

1. Quels sont les problèmes et questions majeurs qui ont influencé l'exécution de la prestation et comment la prestation a-t-il tenté de les résoudre ?

Au niveau de la conception même du Programme d'Urgence, on peut regretter la faiblesse des moyens dont disposait l'UGP par rapport à la masse des activités à entreprendre simultanément. Ce manque de ressources humaines a été exacerbé par la faiblesse des bureaux d'études et de contrôle qui ont pourtant été sélectionnés de façon très stricte. Pour limiter les risques et accélérer en partie le processus du lancement de l'appel d'offres, deux missions externes d'appui/ audit ont été commandées. De plus la coordination des textes des dossiers d'appel d'offres et la finalisation de ceux-ci a été effectuée par le Delco car les bureaux étaient incapables de coordonner leurs efforts ni de voir comment agencer la masse d'information que représentaient leurs études respectives, tout cela étant dans leurs attributions dès le départ.

Une fois les études réalisées, il est apparu que les estimations des DTF étaient un tant soit peu sous évaluées et qu'il serait difficile de réaliser le volume prévu. Malgré tout, en fonction de possibilités qui avaient été énoncées à l'époque, l'appel d'offres a été lancé pour la totalité des sites étudiés (c'est-à-dire 17km au lieu de 9,6 prévus dans le DTF). Les résultats de la consultation ont été conformes aux attentes, par contre les possibilités de budgets supplémentaires ont disparu et il a fallu opérer un choix quant aux routes prioritaires. Le critère principal qui a permis ce choix a été un critère technique lié essentiellement à l'écoulement des eaux. Finalement, un dossier complet d'études a été remis au PNUD pour l'exécution des Avenues 1 et 3 de Bwiza et 6 à 10 de Nyakabiga I et II au mois de juin 2008. Ces travaux auraient dû être exécutés également sur base de fonds du Programme d'Urgence sous la gestion du PNUD. A ce jour, les travaux n'ont pas encore commencé.

Dès le démarrage du projet, il est apparu que la fourniture des pavés risquait de devenir un goulot d'étranglement, d'autant que les programmes des travaux d'Abutip avançait en parallèle au PU et allait sans doute être exécuté simultanément. Plusieurs actions ont été envisagées pour centraliser les commandes et ainsi répartir la demande sur une période beaucoup plus longue mais l'UGP et la conception même du Programme ne permettait pas d'aller dans cette voie risquée. Dès lors, des contacts ont été pris avec le PTPCE et Abutip et plusieurs séminaires et séances de sensibilisation ont été réalisés au niveau des associations de tailleurs (qui ont également reçu une dotation en outils de taille et d'extraction) ainsi qu'une rencontre entre ces associations et les entrepreneurs tributaires. L'objectif étant que tous les acteurs aient conscience qu'une pénurie de pavés était à prévoir et que des contacts soient pris en vue d'accord de fournitures. Au lieu de cela, ce forum a été instrumentalisé par certains spéculateurs, y compris des entrepreneurs eux-mêmes, pour déboucher finalement sur la fourniture de pavés par des intermédiaires peu scrupuleux qui dictent tant le prix d'achat (et donc la qualité) et le prix de vente. Force est de constater l'échec de cette initiative. Dans l'avenir, il est indispensable de remettre en place une chaîne d'approvisionnement et de production des pavés où la confiance est rétablie et où la qualité de taille a sa vraie place.

Pendant l'exécution des travaux, les concessionnaires tels que la Regideso et l'Onatel ont été des obstacles à l'avancement normal des travaux. En effet, de par leur position incontournable, ces services publics se font prier de manière déraisonnable, demandent des prix surfacts et des paiements à 100% d'avance, traînent dans leurs interventions et réalisent des interventions de très faible qualité. Aucun plan de recollement n'existe, ce qui rend les accidents de casse de conduite inévitables pendant les travaux. Des contacts ont été pris avec le Vice-Ministre des TP de l'époque qui a notamment pris des mesures visibles au niveau de la Regideso. Malheureusement, l'accélération apportée par cette intervention ne fut que de courte durée. Les mesures possibles pour éviter les « prise en otage » des entreprises et même des projets ne peuvent venir que de la haute administration, voire du pouvoir central.

Enfin, comme problème majeur, on citera encore la faible prestation des entreprises. En effet, l'énergie que le contrôle qualité doit déployer pour arriver à obtenir un standard de qualité juste acceptable semble disproportionné et est diagnostique de cette faiblesse. Il en va de même pour les lacunes importantes dans l'organisation des chantiers ce qui débouche sur trois points critiques : (1) impossibilité pour l'entrepreneur de contrôler complètement son propre chantier et notamment la qualité de ses réalisations ; (2) création de pics de demande en termes de ressources en main d'œuvre qualifiée, matériel et matériaux ; (3) retards importants dans la mise en œuvre en rapport avec la non-visibilité qu'un planning réaliste et précis aurait pu éviter.

2. Quelles sont les causes des écarts par rapport aux résultats attendus ?

Les principaux écarts constatés sont d'une part les délais et d'autre part le linéaire exécuté.

Pour ce qui concerne les délais du Programme en général, il était clair dès le départ que le planning annoncé dans les DTF était intenable à partir du moment où les règles classiques de passation des marchés devaient être respectées. Pour ce qui est des travaux proprement dits, certains dépassements étaient à prévoir mais finalement il aura fallu en moyenne une année pour les différents lots : c'est au moins 2 à 3 mois de trop.

En ce qui concerne le linéaire exécuté, il a fallu laisser de côté 2 lots qui figuraient dans la liste du DTF : la première avenue de Bwiza et les avenues 6 à 10 de Nyakabiga I et II. Les budgets en sont la raison. Si on analyse les coûts des différentes avenues, on constate d'assez grandes disparités au niveau du coût kilométrique. A Nyakabiga par exemple, on est tout à fait dans les budgets prévus alors que certaines avenues de Bwiza ont nécessité plus de 2 fois ce budget. Cela s'explique d'une part par le fait que la largeur moyenne dans Bwiza est d'environ 8,5 mètres contre 6 à Nyakabiga, que les parcelles sont plus petites, ce qui augmente le nombre de raccordements et de dalettes de traversée et enfin que l'écoulement des eaux est très compliqué nécessitant des caniveaux plus importants.

3. Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience de la prestation? Faites une réponse détaillée sur les plans de l'impact et de la durabilité des résultats.

D'un point de vue organisation du Programme d'Urgence, il faut vérifier à l'avenir de la faisabilité d'un tel programme. En effet, si au cours de sa conception, le programme a évolué d'activités strictement de fourniture et de construction à un programme plus étoffé avec des sensibilisations et autres formations, les moyens humains de l'unité de gestion n'ont pas suivis. Le challenge du PU était donc de réaliser 3 projets + 1 (dragage) en moins de temps et avec une unité de gestion réduite. Heureusement, un renforcement a permis de passer la période la plus délicate sans trop de problèmes mais même avec ce renfort, il n'est pas raisonnable de travailler de la sorte car le risque de dérapage est très grand. Il est donc recommandé à l'avenir de prévoir les choses de façon un peu plus réaliste et opérationnelle plutôt que de se limiter à des considérations politiques ou financières.

D'un point de vue durabilité, si les résultats obtenus sont acceptables, de sérieuses améliorations sont encore possibles au niveau de la qualité. Cet aspect est difficile à faire passer car tant au niveau des entreprises que des contrôleurs, le savoir-faire d'autrefois a laissé la place à une tolérance trop grande au niveau de la non-conformité des réalisations (géométrie et niveau aléatoires, degré de finition, concentration en ciment, etc.). Malgré tout, on peut dire que les constructions dureront cela n'aurait pas coûté plus cher de se rapprocher plus des standards internationaux.

C'est dans cette optique qu'il est recommandé qu'à l'avenir on ne se contente pas de prévoir un contrôle mais que de l'expertise externe puisse former sur le tas aussi bien les bureaux de contrôle et leurs agents que d'appuyer les entreprises au niveau organisationnel et technique.

Dans cette optique, il n'est pas seulement nécessaire de travailler à un niveau de projet mais également au travers de la promotion de certaines activités et en renforçant un certain nombre de services publics comme par exemple les laboratoires de matériaux et d'essais pour le génie civil ainsi que les services en charge de la normalisation. Pour ce qui est des activités à entreprendre par le secteur privé, il serait bon de se pencher sur la promotion d'un cadre suffisamment sûr pour que des entrepreneurs osent se lancer ou ne se voient pas freinés en cours de contrat⁴.

Au niveau de l'environnement, il est également à signaler qu'un problème crucial est l'évacuation des eaux de pluies à l'échelle de la ville entière. En effet, qu'il s'agisse du présent projet ou des projets développés par d'autres agences, force est de constater que la couverture de l'évacuation des eaux est le plus souvent limitée à la zone d'influence de la route elle-même et que les nouveaux caniveaux prévus débouchent souvent sur des collecteurs qui n'ont plus la capacité d'évacuer les eaux qu'ils reçoivent aujourd'hui, voire, dans certains cas, qui n'ont jamais été prévus dans la mesure où la ville s'est singulièrement développée depuis que le réseau de base a été mis en place. Pour éviter une dégradation en cascade de la voirie de la ville et pérenniser tous les investissements en cours ou à venir, il est urgent de prévoir des aménagements importants sur base d'un réseau complet de collecteurs réétudiés pour prendre en compte les nouvelles caractéristiques hydrologiques.

4. Selon vous, comment la prestation a-t-elle été perçue par les groupes cibles ?

La prestation a été fortement appréciée par les groupes cibles. La vie des quartiers bénéficiaires évolue rapidement depuis la fin des travaux et on peut observer que les riverains prennent maintenant la peine d'arranger la devanture de leur maison, à Bwiza essentiellement avec les petits commerces et à Nyakabiga de façon plus généralisée chez tous les riverains. L'expérience dans d'autres quartiers a montré que ce processus se répand petit à petit et que la transformation du quartier s'accélère.

Pendant les travaux et pendant les finitions, alors que les avenues étaient encore en chantier, on déplorait beaucoup de dépôts d'ordures clandestins, notamment dans les caniveaux lors des fortes pluies. Suite à quelques actions appropriées mais plus probablement de par une prise de conscience collective et une appropriation de l'infrastructure achevée, on a constaté une nette amélioration.

Il serait intéressant de suivre, par exemple au travers du futur projet de pavage social qui va démarrer pour quelques années, l'évolution de ces quartiers et plus particulièrement Bwiza qui a définitivement une vocation commerciale, plus que Nyakabiga qui est un quartier plus résidentiel.

5. Quels ont été les résultats du suivi-évaluation ou du monitoring et des éventuels audits et contrôles? Comment les recommandations de ceux-ci ont-elles été prises en compte ?

Deux audits externes ont eu lieu pendant la durée du Programme d'Urgence : le premier en novembre 2007 et le second en novembre 2008. De ces audits, seuls le second a proposé quelques rares remarques mais celles-ci étaient l'ordre du détail. Malgré tout ces remarques ont été intégrées dans la gestion du projet pour les mois restant.

Un audit technique a également été commandé par l'UGP concernant le contrôle des travaux. Ici les conclusions étaient nettement plus dures et un certain nombre de faiblesses ont été mis

⁴ Par exemple, on constate qu'il est très difficile de se procurer des graviers calibrés, ce qui nuit grandement à la qualité des bétons et à sa mise en œuvre ; pourquoi n'existe-t-il pas un seul concasseur avec une station de criblage ? Pourquoi y a-t-il régulièrement des interdictions pures et simples de prélever des agrégats dans les rivières de Bujumbura alors qu'on en a besoin pour la construction et que le niveau des sédiments est en beaucoup d'endroits très problématique ? etc.

à jour. Cet audit a été relativement mal perçu par un des bureaux d'études et globalement pour des raisons de volonté ou de capacité, seulement certaines des recommandations ont eu un petit impact sur l'amélioration du contrôle. Malheureusement, comme il a été dit ci-dessus, cet impact est resté trop faible.

Enfin, une évaluation externe du secteur Pavage a été commandée. Les dates prévues pour cette évaluation sont du 21 mai au 5 juin 2009. Les résultats attendus permettront une capitalisation du projet et sont aussi destinés à optimiser les activités à mettre en œuvre dans le nouveau programme pavage.

6. Quelles recommandations faites-vous pour la consolidation et l'appropriation de l'après-projet (les politiques à suivre ou à mettre en œuvre, les ressources nationales nécessaires, la responsabilisation des groupes cible, la manière d'appliquer les recommandations...)?

Une des recommandations est bien entendu de réduire la quantité de déchets bouchant les caniveaux et mettant en péril les structures d'assainissement et les routes pavées construites. Les structures étatiques ne peuvent faire face au volume de déchets générés par les habitants et une structure privée de collecte (existante dans d'autres quartiers de Bujumbura) est trop onéreuse pour les bénéficiaires des quartiers cibles. Une structure locale de gestion de déchets et recyclage est donc indispensable à ce genre de projets. Pour exemple, alors que les travaux se terminaient, les actions de sensibilisation ont amené une association du quartier à se manifester avec une proposition de collecte et triage des déchets. Après plusieurs entrevues avec la Direction de l'Intervention qui a débouché sur un affinage des activités et des budgets, il est apparu que ce projet pilote pouvait être viable d'autant que, au-delà de la motivation certaine du représentant légal de l'association et de responsable du projet, la proposition démontre que dès lors que l'investissement initial est réalisé, l'argent collecté pour le ramassage des déchets et la vente des produits du triage suffit pour assurer des revenus à tous les acteurs. De plus, si la phase de démarrage se déroule comme prévu, l'association pourra envisager d'étendre son action au-delà du périmètre sélectionné, c'est-à-dire les 5 avenues de Bwiza pavée par le PU. Cette initiative devrait faire l'objet d'un suivi par le nouveau programme de pavage social.

Un certain nombre de recommandations techniques qui ont été déjà pour la plupart intégrées dans le nouveau programme de pavage social. Il s'agit notamment de :

- Rétablir une chaîne de qualité au niveau de la production et fourniture des pavés ;
- Appuyer les bureaux d'études dans leur tâche d'études et de contrôle de façon à revenir à des standards meilleurs ;
- Rétablir un rapport normal entre les entreprises et la maîtrise d'œuvre ;
- Appuyer les entrepreneurs, essentiellement dans la mise en place d'un système de planification et de suivi de qualité ;

Par ailleurs, il apparaît que souvent le terrain existant n'est pas assez pris en compte pour imaginer les solutions techniques à mettre en œuvre. C'est également un point à tenir à l'œil car on constate souvent des dépenses inutiles induites par un manque de créativité.

Enfin, dans l'avenir, un quartier comme Bwiza va clairement évoluer rapidement. De plus, sa situation directement à la périphérie du centre ville et sa vocation commerciale en font un quartier très important promis à un développement accéléré. Pour en assurer l'harmonie, il serait bon que les autorités locales à savoir l'Urbanisme et la Mairie, puissent rapidement définir des critères minimums pour les nouvelles constructions qui ne manqueront pas de voir le jour des prochains mois et années.

Il est important de mentionner également les recommandations suivantes :

- Il est important d'insister sur la nécessité de rendre sa fonctionnalité aux berges du drain de Vugizo et de remettre en forme les parois de ce dernier. En effet, au fur et à mesure des curages manuels sans moyens de transports des produits curés, les sédiments et détritiques se sont amoncelés sur les berges rendant ainsi toute évacuation impossible. Les autorités responsables doivent prendre des actions prioritaires à ce sujet, de même que veiller à ce que l'emprise normale du canal ne soit pas l'objet de constructions anarchiques qui amplifient immanquablement le problème.
- De même, alors que le mandat du Programme d'Urgence ne prévoyait aucunement des actions sur le réseau général d'évacuation des eaux de pluie, force est de constater qu'un problème structurel existe au niveau du dalot passant sous l'Avenue du Peuple Murundi au droit de la 8^{ème} avenue. En effet, il s'avère que ce dalot est aujourd'hui sous dimensionné par rapport au débit à évacuer lors des grosses pluies. Cela pose un problème d'écoulement et d'inondations en aval de cette avenue. Des mesures devraient être prises pour endiguer ce problème tout en veillant à ne pas reporter directement le problème en aval dans le quartier de Buyenzi.
- En fait, les deux points ci-dessus font partie d'un tout qui est l'évacuation des eaux de pluies dans la capitale. En effet, le problème de sous dimensionnement des collecteurs d'évacuation des eaux de pluie est généralisé. Plusieurs raisons à cela dont les classiques du type détérioration ou mauvais entretien, mais le problème est également beaucoup plus aigu. En effet, la ville de Bujumbura est en constante évolution avec des nouveaux quartiers, nouvelles rues, pavage de routes en terre, morcellement et aménagement des parcelles, ce qui crée une imperméabilisation de plus en plus grande des bassins versants. De plus, sans qu'il y ait des études claires à ce sujet, il semble que des modifications climatiques pourraient avoir un rôle. Il est indispensable qu'au niveau des plus hautes autorités, un plan directeur global de l'écoulement des eaux à Bujumbura soit étudié dans les meilleurs délais en vue de pérenniser les nombreux investissements qui sont en cours. En effet, aujourd'hui tous les acteurs travaillant dans le domaine de la voirie à Bujumbura se heurtent au même manque de planification ou d'infrastructures pour assainir les routes en construction ou réhabilitation. Etant donné le temps qu'il faudra pour mobiliser et les importants investissements nécessaires à l'assainissement de toute la ville, il est essentiel de disposer au plus tôt d'un tel plan directeur.

7. Conclusions

La maîtrise d'ouvrage déléguée a été difficile essentiellement de par la simultanéité de la mise en œuvre avec d'autres secteurs d'activité. Si ce n'est les délais on peut toutefois dire que les 2,5 ans qu'il aura fallu pour réaliser les travaux sont dans les normes. Le budget aura été dépensé à quasi 100% et il a même fallu une aide extérieure pour compenser la dépréciation du taux de change de l'euro contre le franc burundais.

Toutefois, essentiellement deux choses sont à déplorer : le coût important des réalisations dans Bwiza a engendré l'obligation d'annuler le pavage de 2 lots qui faisaient partie de la liste proposée dans le DTF et (2) les prestations de entreprises sont faibles, tant au niveau de la qualité que de l'organisation (avec pour conséquence des dépassements de délais importants).

Alors que certaines améliorations sont encore possibles au niveau de l'organisation, du standard de la route et la la qualité de sa réalisation, force est de constater que la transformation des quartiers pavés est totale. Si quantifier les bénéfices est très difficile, trois mois après les travaux, il n'y pas de doute que cette action est un tremplin pour ces quartiers. Le futur est maintenant entre les mains de bénéficiaires :

1. les riverains doivent garder l'infrastructure en état et propre ;
2. la commune doit assurer la bonne utilisation et l'entretien
3. la mairie et les services de l'urbanisme doivent mettre en place et faire respecter des règles pour assurer un développement harmonieux des quartiers

De plus, de grands espoirs reposent sur l'association IUD qui va se charge de la collecte des ordures dans les avenues de Bwiza qui ont été pavée. Il est important que l'administration communale s'implique pour faciliter et pérenniser, voire développer cette initiative.

Enfin, le nouveau projet de « pavage social- Développement économique et social de deux à trois localités par la mise en oeuvre d'un programme de pavage à haute intensité de main d'oeuvre» ayant à intervenir de nouveau dans Bwiza et Nyakabiga, cela permettra d'assurer un suivi et de finaliser les aménagements des quartiers ou partie de quartier.

Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
<p>Déogratias NTAKABURIMVO Directeur d'Intervention du Secteur Pavage</p>	<p>Michel CHARLIER Délégué à la Cogestion du Secteur Pavage</p>

QUATRIEME PARTIE - ANNEXES.

Annexes
Annexe 1 Résumé des résultats
Annexe 2 Etat des recettes et dépenses
Annexe 3 Taux de déboursement de la prestation
Annexe 4 Personnel de la prestation
Annexe 5 Sous traitances
Annexe 6 Equipements
Annexe 7 Formations
Annexe 8 Bailleurs de fonds

ANNEXE 1 : Résumé des résultats et des activités (en fonction du cadre logique)

PU BDI Pavage - Tableau de Suivi des Activités

Au : 31/05/2009

A GENERAL							
Date	Evénement		Réalisation	Remarques/Suivi	Avanc. %	Resp.	
<p>Remarques : Faute de budget, il n'a pas été possible d'attribuer tous les lots de travaux prévus. Un dossier complet des lots 1, 2 et 9 ont été remis au PNUD en juin 2008 pour qu'ils puissent le mettre en œuvre avec le budget du Fonds fiduciaire du Programme d'Urgence géré par eux. Malheureusement, à ce jour, force est de constater qu'aucun appel d'offres n'a encore été publié. Enfin, malgré une réserve budgétaire de plus de 600 millions qui avait été conservée pour faire face aux imprévus, il a fallu recourir à une aide du FBBR pour compenser un nombre trop important de travaux supplémentaires mais surtout pour compenser une perte de change très important survenue lors de la reprise du dollar sur l'Euro. En effet, une grande partie des paiements ont eu lieu à un taux bien inférieur au taux d'attribution des marchés.</p>							
B PAR ACTIVITES							
	Activité		Réalisation	Remarques/Suivi	Avanc. %	Resp.	
<u>R</u>	<u>1</u>	Résultat 1: 5 lots de routes sélectionnées dans les communes de Bwiza et Nyakabiga ont été pavés et pourvus en caniveaux					
A	1	1	Etudes préparatoires (relevé topographique, trottoirs, caniveaux, estimatifs quantitatifs,...)	Deux bureaux d'études ont été sélectionnés (un pour Bwiza, un pour Nyakabiga) et ont remis les différentes études nécessaires à l'établissement du DAO. Le DAO a été lancé le 20/01/2008 avec ouverture des offres le 21/02/2008. Des retards et un manque de coordination des 2 bureaux d'études ont amenés l'UGP à finaliser le DAO, ce qui a occasionné un délai supplémentaire.	Terminé.	100%	Bureaux d'Etudes Geosci + Géoprojets
A	1	2	Etablissement des Cahiers des charges pour chacun des 5 lots par un consultant (international) et lancement de l'AO				
A	1	3	Exécution des travaux par les entreprises retenues	Attribution de 6 lots de travaux (sur 11) le 21/03/2008. Signature des contrats au 01/04/2008. Démarrage des travaux pour 7 mois. Travaux en cours, et exécutés à 78 % au 31/12/08. Les travaux devraient se terminer fin janvier/début février 09 pour 4 des 6 entreprises et avant fin mars pour les 2 dernières.	Terminé Décomptes définitifs et pénalités de retards finalisé à fin mai 2009	100%	6 entreprises de construction
A	1	4	Supervision des travaux	Les bureaux d'études sont également chargés de la surveillance des travaux. Il a fallu étendre les prestations des bureaux de contrôle à cause du retard des travaux.	Réception définitives à prévoir.	100%	Bureaux d'Etudes Geosci + Géoprojets

			Activité	Réalisation	Remarques/Suivi	Avanc. %	Resp.
R	2		Les ménages longeant les routes sélectionnées ont été sensibilisés à l'hygiène et raccordés au système d'évacuation des eaux usées	Pavage et assainissement se font en même temps, que se soit pour les études ou les travaux.			
A	2	1	Exécution des Etudes préparatoires reprises sous R1A1, en y incluant le raccordement aux égouts des riverains	Cfr. A-1-1 ci-dessus.	Cfr. A-1-1 ci-dessus.	100%	Bureaux d'Etudes Geosci + Géoprojets
A	2	2	Etablissement des Cahiers des Charges repris sous R1A2, y compris les activités de raccordement aux égouts	Cfr. A-1-2 ci-dessus.	Cfr. A-1-2 ci-dessus.		
A	2	3	Raccordement aux égouts au début des travaux de pavage repris sous R1A3	Cfr. A-1-3 ci-dessus.	Cfr. A-1-3 ci-dessus.	100%	6 entreprises de construction
A	2	4	Sensibilisation à l'hygiène des familles longeant les routes à paver, à travers d'un organisme sélectionné	Des réunions ont été tenues avec les administrateurs locaux, la mairie, et les organismes de ramassage des déchets urbains, pour résoudre les problèmes liés à l'hygiène, à la participation des 2%, et à la démolition des constructions illicites. Un atelier de sensibilisation des chefs de quartier et des comités locaux d'entretien a eu lieu en décembre 2007, suivi par une campagne de proximité dans les quartiers au niveau de chaque rue. Un groupe témoin a été mis en place pour accroître l'adhésion de la population au projet. Ces efforts ont été poursuivis jusqu'à la fin de l'année.	Une association de ramassage des déchets a été identifiées et une convention mise en place pour la soutenir dans sa phase de démarrage (équipement). Il serait opportun de suivre cette action dans le projet de pavage social.	100%	DI, Ing. UGP, Consultant local, Partenaires
R	3		Le drain principal de VUGIZO a été nettoyé	Terminé en juillet 2007. Un budget national a permis de réaliser un nouveau curage et quelques réparations/ renforcements en fin 2008	Il serait opportun lors du projet de "pavage social" de rétablir un passage sur les berges du drain pour pouvoir le curer régulièrement tout en dégageant les sédiments.	100%	
A	3	11	Réhabilitation du drain	En vue de la durabilité, une petite étude pour la réhabilitation du drain a été effectuée.		0%	pm

ANNEXE 2 : ETAT DES DEPENSES Situation au 30 juin 2009

Pour plus de clarté sur la situation budgétaire du projet, l'annexe est subdivisée en 2 tableaux :

1 Etat des dépenses au 30/06/2009

Les dépenses enregistrées par ligne depuis le début du projet jusqu'au 30/06/2009 s'élèvent à 3.139.752,60 EUR, soit un taux d'exécution financier de 99,58 %.

	Budget total	Dépenses au 30/06/2009	Taux d'exécution
Cogestion	3.074.134,54 €	3.071.180,10 €	99,90 %
Régie	79.018,61 €	68.572,50 €	86,78 %
Total projet	4.054.054,06 €	3.139.752,60 €	99,58 %

2 Situation budgétaire en fin de projet compte tenu des engagements

Le mois de juillet 2009 verra encore les dépenses suivantes :

- Paiement des soldes sur les 6 contrats de travaux et des deux contrats de contrôle des travaux, déduits des pénalités de retard, pour un montant total de 518.580.403 BIF, soient environ 300.000 euros. Selon le taux de change au moment du paiement la moitié environ devra être prise en charge par le FBBR selon la convention mise en place pour la cause.
- Les frais relatifs à la mission d'évaluation externe qui a pris place du 21 mai au 5 juin 2009 pour un montant approximatif en régie d'un peu moins de 12.000 euros.

Il est vraisemblable que quelques frais interviendront au moment de la réception définitive qui prendra place à fin 2009, en plus des honoraires des bureaux de contrôle.

En fin de compte, on arrivera à près de 100 % en cogestion et à plus de 99% globalement.

Budget vs Actuals (Year to Month) of BDI0602911

Project Title : Pavage et Assainissement dans les communes de Bwiza et Nyakabiga dans le cadre du Programme d'Urgence 2006 du Gouvernement de la République du Burundi

Budget Version: E02

Year to month : 30/06/2009

Currency : EUR

YTM : Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2008	Expenses 2009	Total	Balance	% Exec
A LES CONDITIONS DE VIE DANS LES COMMUNES DE BWIZA ET			3.074.134,54	2.314.210,32	757.053,50	3.071.263,82	2.870,72	100%
01 X lots de routes sélectionnées dans les communes de			2.101.897,77	1.805.781,51	527.063,37	2.132.844,88	-30.947,11	101%
01 Etudes préparatoires (relevé topographique, trottoirs...)		COGES	53.718,00	53.718,09	0,00	53.718,09	-0,09	100%
02 Etablissement des cahiers des charges pour chacun des		COGES	21.860,00	21.860,05	0,00	21.860,05	-0,05	100%
03 Exécution des travaux par les entreprises retenues		COGES	1.888.319,77	1.393.625,14	452.310,51	1.845.935,65	40.384,12	98%
04 Supervision des travaux		COGES	140.000,00	138.578,23	74.752,86	211.331,09	-71.331,09	151%
02 Les ménages longeant les routes sélectionnées ont été			982.023,77	698.215,78	229.990,13	928.205,91	33.817,86	96%
01 Exécution des études préparatoires reprises en y incluant		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
02 Etablissement des cahiers des charges repris y compris		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
03 Raccordement aux égouts au début des travaux de		COGES	918.230,77	695.069,35	223.171,42	918.230,77	0,00	100%
04 Sensibilisation à l'hygiène des familles longeant les routes à		COGES	43.793,00	3.158,43	6.818,71	9.975,14	33.817,86	23%
03 Le drain principal a été nettoyé			10.213,00	10.213,03	0,00	10.213,03	-0,03	100%
01 Curage du collecteur-drain VUGIZO		COGES	10.213,00	10.213,03	0,00	10.213,03	-0,03	100%
FRAIS GÉNÉRAUX ET BÉNÉFICES			79.018,81	53.205,14	15.283,64	68.488,78	10.529,83	87%
01 Frais de coordination CTB			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
01 Ressources humaines - BDI	Deleted	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
02 Investissements - BDI	Deleted	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
03 Fonctionnement - BDI	Deleted	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
04 Audit, backstopping et études - BDI	Deleted	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
05 Ressources humaines - Siège	Deleted	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
06 Investissements - Siège	Deleted	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
07 Fonctionnement - Siège	Deleted	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
		REGIE	79.018,81	53.215,92	15.356,58	68.572,50	10.446,11	87%
		COGEST	3.074.134,54	2.314.199,54	756.980,56	3.071.180,10	2.954,44	100%
		TOTAL	3.153.153,15	2.387.415,48	772.337,14	3.139.752,60	13.400,55	100%



ENGINEERING DEVELOPMENT

Budget vs Actuals (Year to Month) of BDI0602911 Printed on Thursday, July 16, 2009

page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month) of BDI0602911

Project Title : **Pavage et Assainissement dans les communes de Bwiza et Nyakabiga dans le cadre du Programme d'Urgence 2006 du Gouvernement de la République du Burundi**

Budget Version: **E02** Year to month : 30/06/2009
 Currency : **EUR**
 YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2008	Expenses 2009	Total	Balance	% Exec
02 gestion du projet			79.018,81	53.205,14	15.283,64	68.488,78	10.529,83	87%
01 ressources humaines (personnel local)		REGIE	25.020,00	32.837,21	8.511,89	41.349,10	-16.329,10	165%
02 coûts opérationnels		REGIE	38.998,81	11.724,23	5.981,89	17.706,12	21.292,49	45%
03 Backstopping (audit, missions)		REGIE	15.000,00	8.654,48	862,80	9.517,28	5.482,72	63%
04 Frais bancaires et administratifs		COGES	0,00	-10,78	-72,94	-83,72	83,72	-83720
03 Bénéfice CTB			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
01 Bénéfice	Deleted	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%

REGIE	79.018,81	53.215,92	15.356,58	68.572,50	10.446,11	87%
COGEST	3.074.134,54	2.314.199,54	756.980,56	3.071.180,10	2.954,44	100%
TOTAL	3.153.153,15	2.367.415,46	772.337,14	3.139.752,60	13.400,55	100%



ANNEXE 3 : Taux de déboursement de la prestation.

Source de financement	Budget cumulé	Dépenses réelles cumulées au 30 juin 2009	Taux de déboursement cumulé au 30 juin 2009	Dépenses réelles prévisionnelles en fin de projet	Taux de déboursement cumulé prévisionnel en fin de projet	Commentaires et remarques
Contribution belge directe	3.153.134,15 €	3.139.752,60 €	100%	3.150.000 €	100%	L'évaluation finale (mission d'expertise) sera payée en juillet 2009
Contribution Etat partenaire	88.000.000 BIF					Budget disponibilisé en 2008 par le MTPE pour assurer le suivi du Programme. Une partie de ce budget a été réalloué pour exécuter un curage et des réparations sur le drain de Vugizo. Ces montants ont été entièrement géré par le MTPE.
Contribution Fonds de contrepartie	400.000.000 BIF			245.000.000 BIF	62%	Le FBBR a mis à disposition un fonds de 400 millions pour faire face aux dépenses supplémentaires dues à des travaux supplémentaires et surtout pour compenser des pertes sur changes puisque beaucoup de paiements ont eut lieu au moment où l'euro baissait dangereusement face au BIF
Autres	N/A					

ANNEXE 4 : Personnel de la prestation

Type de personnel (titre, nom et genre)	Durée de recrutement (date début et fin)	Commentaires
1. Personnel national mis à disposition par le Pays Partenaire		
<i>Monsieur Vincent BUNYARUKE, Architecte Urbaniste, Ministère des Travaux Publics et de l'Équipement, Directeur d'Intervention</i>	21/12/2006 – 13/11/2007	
Monsieur Déogratias NTAKABURIMVO, Directeur du Département de l'Habitat, Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, Directeur d'Intervention	14/11/2007 – fin du projet	
2. Personnel d'appui recruté localement		
M. Dieudonné NKURUNZIZA, Ingénieur du Projet Pavage	07/05/2007 – fin du projet	<i>A temps partiel sur les 4 interventions du PU</i>
<i>Mme Honorine NIYOMANA, chargée des finances et de l'administration</i>	26/02/2007 – 29/03/2007 (démission)	<i>Idem</i>
<i>Mme Milly Céleste NIYONKURU, chargée des finances et de l'administration</i>	13/08/2007 – fin du projet	<i>Idem</i>
<i>Mme Radegonde NGIRABAVYEYI, Secrétaire</i>	24/01/2007 – 31/12/2007 (démission)	<i>Idem</i>
<i>Mme Rose MUREKATETE, Secrétaire</i>	14/01/2008 – 31/12/2008	<i>Idem</i>
M. Nestor Ahmad NDIZEYE, Chauffeur	08/02/2007 – fin du projet	<i>Idem</i>
<i>M. Nestor NIBONA, Chauffeur</i>	26/01/2007 – 31/12/2008	<i>Idem</i>
3. Personnel d'encadrement recruté localement		
4. Personnel International (hors CTB)		
Melle Gabrielle Weisemberger, stagiaire	Mi-octobre à mi décembre 2008	
5. Expert en Coopération Internationale (CTB)		
M. Michel CHARLIER, Délégué à la Cogestion	04/12/2006 – fin du projet	<i>A temps partiel sur les 4 interventions du PU</i>
<i>M. Etienne RODENBACH, Adjoint du Délégué à la Cogestion</i>	15/11/2007 – 31/12/2008	<i>A temps partiel sur les 4 interventions du PU</i>
<i>Melle Amélie VERBRAEKEN, Volontaire chargée de la communication et sensibilisation</i>	Juin 2007 – mai 2008 (fin de contrat)	<i>Idem</i>

ANNEXE 5 : Sous-traitance et appels d'offres

Date d'envoi ou de publication	Fonctionnaire dirigeant	Gestionnaire du dossier	Pays partenaire	Code Navision prestation	Type de marché	Droit applicable	Date et heure de clôture	Date de passation	Budget prévu (€)	Montant final du marché passé (€)	Montant final de la facture (unité monétaire)	Montant final de la facture (équivalent en €)	Attributaire	N° du contrat
02/05/2007	Michel Charlier (Delco) et Vincent Bunyaruke (DI)	Michel Charlier (Delco) et Vincent Bunyaruke (DI)	Burundi	BDI/06/02911	Services	Burundais	5/06/2007 à 10 h	non-attribué	400 000,00 €	non attribué	non attribué	non attribué	non attribué	
28/06/2007	Michel Charlier (Delco) et Vincent Bunyaruke (DI)	Michel Charlier (Delco) et Vincent Bunyaruke (DI)	Burundi	BDI/06/02911	Services	Burundais	25/07/2007	02/08/2007	400 000,00 €	244 402,57 €	en cours	en cours	Geoprojet (lot1), Geosci (lot2)	URGPAV-SERV-04, URGPAV-SERV-05
21/01/2008	Michel Charlier (Delco) et Déogratias Ntakaburimvo (DI)	Michel Charlier (Delco) et Déogratias Ntakaburimvo (DI)	Burundi	BDI/06/02911	Travaux	Burundais	21/02/2008 à 9h	01/04/2008	2 800 000,00 €	2 257 816,83 €	en cours	en cours	LOMATEC, NDEREGO, ECBROH, MULTIFORM, SEICO, ECAM	URGPAV-TRAV-11-03 à 08

No	Ligne budgétaire	Fournisseur	DAO	Libellé	Montant	Date signature	Délai	Date fin prévue	Date de fin effective
URGBDI-SERV-01		BONAVENTURE NIYONIZIGIYE	N/A	Evaluation des possibilités de production de 5'000'000 pavés dans le respect des normes techniques, des délais, de l'éthique humaine et de l'environnement	1 610 000 BIF	26/01/2007	Terminé	Terminé	Terminé
URGBDI-SERV-02		HIPPOLYTE KAVUMBAGU	N/A	Collecte de données en vue de la préparation de termes de référence pour des études et le contrôle des travaux d'assainissement et de pavage des communes urbaines de Bwiza et de Nyakabiga	680 000 BIF	26/01/2007	Terminé	Terminé	Terminé
URGBDI-SERV-03		BYNENS DVPT CONSULTING sprl	N/A	Assistance technique "Appui au secteur Pavage du Programme d'Urgence de la Coopération Belge-Elaboration des Termes de référence des Etudes/Surveillance et de la stratégie Globale d'exécution du Programme"	5 100 €	31/01/2007	Terminé	Terminé	Terminé
URGPAV-SERV-04	A-01-01, A-01-04	GEOPROJET	CTB-BDI 152	Maîtrise d'œuvre pour le pavage et l'assainissement en commune de Bwiza	234 620 000 BIF	20/08/2007	10,5 mois	Réc. Déf. des chantiers	Rapport final à recevoir
URGPAV-SERV-05	A-01-01, A-01-04	GEOSCI	CTB-BDI 152	Maîtrise d'œuvre pour le pavage et l'assainissement en commune de Nyakabiga	181 583 857 BIF	20/08/2007	10,5 mois	Réc. Déf. des chantiers	Rapport final à recevoir
URGPAV-SERV-06	Z-02-01	SHER sa	N/A	Mission d'appui Technique au Programme d'Urgence	5 370 €	23/10/2007	1 mois	24/11/2007	24/11/2007
URGPAV-SERV-07	Z-02-01	MAMERT NSHIMIRIMANA	N/A	Animation d'un atelier de sensibilisation des comités locaux d'entretien et des Chefs de quartiers de Bwiza et Nyakabiga	600 000 BIF	03/12/2007	3 jours	06/12/2007	Terminé
URGPAV-SERV-09	Z-02-01	Protais Sindimwo	N/A	Missions de suivi et d'encadrement des Associations de Tailleurs de Pavés	2 000 000 BIF	25/01/2008	4 missions en 8 mois	25/09/2008	Terminé
URGPAV-SERV-08	Z-02-01	MAMERT NSHIMIRIMANA	N/A	Animation des ateliers de suivi sur site des recommandations de l'atelier de sensibilisation des Comités Locaux d'Entretien (CLE) et des Chefs de Quartiers (CQ) de la Commune de BWIZA	1 500 000 BIF	31/01/2008	10 jours	11/02/2008	Terminé
URGPAV-SERV-10	Z-02-01	MAMERT NSHIMIRIMANA	N/A	Mise en place d'une équipe locale d'appui aux actions de Pavage et Assainissement en commune de Bwiza	2 500 000 BIF	31/03/2008	20 jours	30/04/2008	Terminé
URGPAV-TRAV-11-03	A-01-03, A-02-03	ECAM	CTB-BDI/181	Travaux de pavage et d'assainissement en communes de Bwiza et Nyakabiga - lot 3	497 817 477 BIF	01/04/2008	7 mois	31/10/2008	Réception définitive fin 2009
URGPAV-TRAV-11-04	A-01-03, A-02-03	MULTIFORM	CTB-BDI/181	Travaux de pavage et d'assainissement en communes de Bwiza et Nyakabiga - lot 4	633 917 926 BIF	01/04/2008	7 mois	31/10/2008	Réception définitive fin 2009
URGPAV-TRAV-11-05	A-01-03, A-02-03	SEICO	CTB-BDI/181	Travaux de pavage et d'assainissement en communes de Bwiza et Nyakabiga - lot 5	531 878 055 BIF	01/04/2008	7 mois	31/10/2008	Réception définitive fin 2009
URGPAV-TRAV-11-06	A-01-03, A-02-03	ECBROH	CTB-BDI/181	Travaux de pavage et d'assainissement en communes de Bwiza et Nyakabiga - lot 6	651 955 896 BIF	01/04/2008	7 mois	31/10/2008	Réception définitive fin 2009
URGPAV-TRAV-11-07	A-01-03, A-02-03	LOMATEC	CTB-BDI/181	Travaux de pavage et d'assainissement en communes de Bwiza et Nyakabiga - lot 7	982 475 655 BIF	01/04/2008	7 mois	31/10/2008	Réception définitive fin 2009
URGPAV-TRAV-11-08	A-01-03, A-02-03	NDEREGO	CTB-BDI/181	Travaux de pavage et d'assainissement en communes de Bwiza et Nyakabiga - lot 8	878 916 134 BIF	01/04/2008	7 mois	31/10/2008	Réception définitive fin 2009
URGPAV-SERV-11	Z-02-02	MDM Société de Communication	N/A	Réalisation de cinq reportages vidéo sur le secteur du Pavage	5 450 000 BIF	08/04/2008	8 mois	08/12/2008	Réception définitive fin 2009
URGPAV-SERV-12	Z-02-01	Experts-Sud	N/A	Audit technique et appui ponctuel sur les chantiers de pavage en communes de Bwiza et Nyakabiga	4 800 €	04/09/2008	8 jours	12/09/2008	12/09/2008
URGPAV-SERV-13	Z-02-01	MAMERT NSHIMIRIMANA	N/A	Capitalisation des acquis en matière de sensibilisation des communautés sur le pavage, l'hygiène et l'assainissement en communes Bwiza et Nyakabiga	4 970 000 BIF	12/09/2008	fft	31/12/2008	Terminé

ANNEXE 6 : Liste des Equipements acquis par la prestation

Type d'équipement	Coût		Date de livraison	Etat de fonctionnement	Affectation
	BIF	EURO			
Equipement informatique comprenant : 1 ordinateur, 1 logiciel MS Office 2003 SB Edition, 1 imprimante laser Brother HL-2040	1.815.800	1.288,60	20/04/2007	Fonctionnel	Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat
Mobilier de bureau comprenant : 1 haute armoire à clé, 1 table de bureau avec 3 tiroirs, 1 chaise de bureau, 2 chaises visiteurs	860.044	602,78	13/06/2007	Fonctionnel	Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat
2 Scléromètres		858,00	21/02/2008	Fonctionnel	Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat

ANNEXE 7 : Formations

Type de formation	Pays, Institution, Durée	Nom ou Nombre de personnes formées	Dates de la formation
Stage			
Bourse			
Workshop			
Atelier de sensibilisation des comités locaux d'entretien et des Chefs de quartiers de Bwiza et Nyakabiga	Burundi	29 participants	06 décembre 2007 au 08 décembre 2007
Animation des ateliers de suivi des recommandations de l'atelier de sensibilisation des Comités Locaux d'Entretien (CLE) et des Chefs de Quartiers (CQ) de la Commune de Bwiza	Burundi	20 participants	11 février 2008 au 20 février 2008
Workshop			
Autres			

ANNEXE 8 : Interventions des Bailleurs de fonds

Bailleurs de fonds intervenant dans le même projet				
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs	Commentaires
N/A				
Bailleurs de fonds contribuant à un même objectif spécifique				
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs	Commentaires
Banque Africaine de Développement Banque Mondiale Union Européenne Jica				